

■ Lire les nouvelles quotidiennes sur www.expressottawa.ca

L'Express

VOLUME 28, NUMÉRO 15
LE JEUDI
14 AVRIL 2011

transcontinental

Activités
pour Pâques
Le jeudi 21 avril,
dès 10 h

Pour plus de détails:
www.placedorleans.com

PLACE
D'ORLÉANS



LA VOIX DES FRANCOPHONES DE L'EST À L'OUEST D'OTTAWA

www.expressottawa.ca



Deuxième foire
de la santé des aînés
francophones

8



D'Ottawa
au Centre Lincoln

17



ANNONCES
CLASSEES
1-866-637-5236

CONCOURS
DISNEY
10



Il était une fois dans l'Ouest...

Premier Salon du livre jeunesse francophone dans l'ouest de la ville

■ KARINE RÉGIMBALD

KARINE.REGIMBALD@TRANSCONTINENTAL.CA

Des centaines d'élèves ont envahi le gymnase de l'école catholique Franco-Ouest le temps de bouquiner et de rencontrer la trentaine d'auteurs qui étaient présents lors du tout premier Salon du livre jeunesse francophone dans l'ouest de la ville.

Outre les écrivains, dont l'auteure jeunesse Dominique Demers, des libraires étaient aussi sur place pour prodiguer des conseils en matière de lecture et pour discuter avec la cohorte de jeunes venue célébrer le plaisir de la lecture sous la thématique *Il était une fois dans l'Ouest*.

«Je suis fière de constater que nos francophones et francophiles ne sont pas qu'à

Orléans. Ils sont partout dans la grande région de la capitale nationale. C'est toute une communauté qui est désireuse, plus que jamais, de s'instruire et de lire en français», a fait savoir la présidente du Conseil des écoles catholiques de Centre-Est, Diane Doré.

Jean Malavoy, le directeur général de l'Association des auteurs et auteurs de l'Ontario français (AAOF), s'est montré admiratif face au travail acharné du comité organisateur qui a rendu l'ouverture du Salon francophone possible. «Nous avons la plus belle langue du monde. Ça nous ouvre les portes d'un royaume. Au fond de vous (les jeunes), il y a des créateurs qui sommeillent», a-t-il indiqué lors de la cérémonie d'ouverture.

Pour le président d'honneur du Salon et

directeur de l'école élémentaire d'enseignement personnalisé Édouard-Bond, Guy Allaire, il ne fait aucun doute que la francophonie de l'ouest prend peut-être sa place.

«C'est une question de fierté. La communauté francophone de l'ouest se développe tranquillement. Elle prend sa place. On est de plus en plus nombreux donc, ça répond vraiment à un besoin, a-t-il souligné. Ça permet de développer le goût de la lecture et d'assurer la pérennité de la vie en français.»

L'élève de 10^e année de Franco-Ouest, Émilie John, voulait elle aussi prendre part à l'événement en donnant de son temps gratuitement. «Je suis devenue bénévole parce que j'aime la lecture», a-t-elle fait remarquer.

La libraire Nathalie Tremblay, qui a pignon sur rue sur le chemin Cyrville, a insisté sur l'importance de transmettre le goût de la lecture aux gens. «J'aime vraiment ça. Ça donne accès aux livres et ça les encourage à la lecture pour le vocabulaire et la grammaire. Que tu lises n'importe quoi, la grammaire ne change pas. Qu'ils lisent une bande dessinée, à un moment donné, ils vont changer pour le roman», a-t-elle soutenu.

Plusieurs auteurs ont aussi profité de l'occasion pour lancer leurs nouveautés. C'est le cas notamment d'Andrée Poulain, qui a lancé *Les mouffettes de Babette et Meilleur, pire endroit*, de François Xavier-Simard avec *Papa, parle-moi anglais comme maman* et de Lysette Brochu avec *Cheveux bouclés et queues en tire-bouchon*.



Notre priorité est d'être à l'écoute de vos besoins

ENTREPRISE FAMILIALE ET LOCALE
FUNERAL HOME, CHAPEL & CREMATION SERVICES

HERITAGE

SALON FUNÉRAIRE, CHAPELLE ET SERVICES DE CRÉMATION

GRUPE DE MAISONS FUNÉRAIRE
INDÉPENDANT
ET CANADIENNE

2871 boul. St-Joseph, Orléans 613-830-2305 • www.heritagefbh.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1 877 980 4540 Intern: 800 636 6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Le chef de la police s'offusque des propos de Rock Legault

LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Le chef de la police de Gatineau, Mario Harel, trouve insultant

la comparaison que fait le président de la Fraternité des policiers, Rock Legault, entre les quotas de contraventions et la fabrication de manches à balai. Le syndicat des policiers, qui

dénonce ce système de quotas depuis 2008, a précisé hier que chacun des 22 agents de l'équipe de circulation devait émettre une moyenne de 19 constats par quart de travail, soit 2,14

constats à l'heure. «Il ne faut pas juste quantifier notre travail. Il faut aussi le qualifier, affirme M. Legault. On n'est pas dans une chaîne de montage de manches à balai...»

De lire cette comparaison «est pas mal insultant», affirme le chef Harel. «La vitesse est la priorité numéro un des citoyens de Gatineau. C'est plus de 850 blessés par année sur nos routes. On met beaucoup d'énergie là-dedans. Ailleurs au Québec, les chefs vont tous vous dire qu'il y en a, des objectifs.»

des quotas. Mais je ne suis pas au courant. Je ne peux pas vous dire qu'il y a des quotas ou pas. Je me fie sur la bonne parole de M. Harel, qui dit qu'il n'y a pas de quotas.»

Le président de la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Denis Côté, n'aime pas le terme 'quotas'. «Ce sont des objectifs. Mais le terme 'quotas' est péjoratif.»

Rock Legault dénonce le «plan de redressement» réservé aux policiers qui n'émettent pas assez de contraventions. «C'est

JOURNÉE DU PERSONNEL ÉDUCATEUR
ET DES PRÉPOSÉ-E-S AUX SOINS

GRÂCE À VOUS....



...à votre **dévouement**, votre **écoute**
et votre **engagement**, vous avez tout un impact
sur la vie et l'avenir de nos élèves.

CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil
qu'un parent vous donner

ecolecatholique.ca



Mario Harel

PATRICK WOODBURY, ARCHIVES Le Droit

Pour le conseiller municipal et président de la Commission de la sécurité publique et de la circulation, Maxime Tremblay, il est «clair, dès le départ, que les équipes doivent s'autofinancer. Des contraventions, si on en donne, c'est parce que le monde roule trop vite.»

Les agents doivent distribuer 47 910 billets d'infraction par année, un plancher atteint en 2006. «Ce sont des chiffres que nous avons pris en temps de paix industrielle», rappelle Mario Harel. Cette rare période dans l'histoire de la nouvelle ville a été la seule où la direction et ses policiers n'étaient pas en conflit de travail. «Une journée, ça peut être six contraventions, l'autre, une. Sur un an, ça donne un certain rendement, comme partout ailleurs.»

Le maire Marc Bureau ne voyait pas l'utilité de tels quotas, hier. «C'est un concept dont on n'a pas besoin. [...] S'il y a des quotas, je n'en suis pas au courant. Je ne pense pas qu'il y a

déjà arrivé», dit M. Legault. Ce plan prévoit des mesures pour corriger le travail d'un policier qui ne respecte pas les objectifs fixés. «La majorité des gens fait du très bon travail, rétorque M. Harel. Comme dans toutes les organisations, il y a des employés qui ont des mauvaises passes.»

«Les objectifs, si l'employeur en établit, c'est correct. Le problème, c'est lorsqu'il y a des mesures disciplinaires entreprises contre ceux qui ne donnent pas assez de contraventions», affirme M. Côté.

«Lorsqu'on fait de la surveillance de quartiers, on est visibles. C'est certain que les gens vont lever le pied. C'est aussi nécessaire. C'est de la prévention. On ne donne pas de contraventions dans ces cas-là, et ça ne paraît pas dans nos chiffres», relate M. Legault.

La Ville a déposé un grief en 2007, observant une baisse de constats, qu'elle attribue à des moyens de pression syndicaux.

Avec Patrick Duquette

Sécurité routière à Ottawa

2978 accusations en mars

La très grande majorité des constats d'infraction émis par la police d'Ottawa au mois de mars concerne la vitesse au volant.

La police a distribué 2978 accusations pour conduite non sécuritaire, infractions à la réglementation sur les véhicules lourds ou commerciaux, ou excès de vitesse. De ce nombre 2128 constats (70 %) visent des conducteurs au pied trop pesant. 850 amendes ont été données à des conducteurs pour des infractions à la

réglementation sur les véhicules lourds ou commerciaux et pour conduite non sécuritaire. Les policiers ont remarqué bon nombre de véhicules aux pneus inadéquats, aux phares avant et pare-brise obstrués, aux freins ou au volant défectueux.

La Ville applique chaque mois son Programme d'application sélective en matière de circulation (PAS), qui cible un aspect de la sécurité routière.

LeDroit

LEDROIT, LE JEUDI 14 AVRIL 2011



Cette année,

La Cité collégiale, 1^{ère} en Ontario

- pour la satisfaction des étudiants
- pour le taux de placement des diplômés

Les remarquables résultats obtenus sont le fruit du leadership, du dévouement et du travail acharné d'une équipe qui ne perd jamais de vue la mission fondamentale du Collège : la réussite des étudiants.

Merci à tout le personnel de La Cité collégiale !

La présidente,
Lise Bourgeois

20 - Le jeudi 14 avril 2011 - L'Express - www.expressottawa.ca

08x11-053c

387753



Le Collège des meilleures pratiques

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US Cans 1 877 300 4540 Int'l 1 508 534 5354
COPYRIGHTS PROTECTED BY APPLICABLE LAW

14 avril 2011 | Le Droit

Bravo à La Cité collégiale !

Les succès de La Cité collégiale rejaillissent sur l'ensemble du Canada français. L'institution collégiale franco-ontarienne obtient des résultats à la hauteur de ses ambitions. Parmi tous les collèges ontariens, ses étudiants et étudiantes sont les plus satisfaits des programmes d'études, des expériences d'apprentissage et de la qualité des services reçus. Ses étudiants et étudiantes sont également ceux qui – dans tout l'Ontario – ont les meilleures chances de décrocher un emploi dans leur domaine. Selon le sondage annuel des collèges, pas moins 93,9 % des employeurs sont satisfaits ou très satisfaits des diplômés de La Cité collégiale ! Qui dit mieux ? Personne. La directrice de La Cité, Lise Bourgeois, a bien raison de s'enorgueillir des efforts individuels et collectifs qui ont mené aux succès d'aujourd'hui et de demain. Des efforts qui ont débuté au primaire et au secondaire, où les écoles franco-ontariennes oscillent elles aussi autour du sommet des palmarès. Il ne manque qu'un maillon à la chaîne : une université franco-ontarienne, mais ça, c'est une autre histoire...

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2011 | Le Droit | PIERRE DUFAULT

OC Transpo présente un « plan d'optimisation » révisé

fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

OC Transpo a apporté de nouvelles modifications à plus des deux tiers des 120 circuits d'autobus que la société de transport en commun de la Ville d'Ottawa envisageait déjà de modifier dans le cadre d'un « plan d'optimisation » qui doit se traduire par des économies de 22 millions \$ par an, à partir de l'an prochain.

Ces modifications émanent des commentaires que la Ville a récoltés lors de consultations publiques tenues sur l'ensemble de son territoire, ces dernières semaines.

« Après ce que nous avons entendu lors de ces consultations, il aurait vraiment fallu avoir un coeur de pierre pour ne pas faire de changements », a déclaré la présidente de la commission municipale du transport en commun, la conseillère Diane Deans, lors d'un breffage aux médias.

Mme Deans parle de « changements significatifs » qui n'affecteront toutefois pas l'objectif budgétaire de la Ville d'Ottawa.

La direction d'OC Transpo, pour sa part, affirme que ce sont maintenant 95 % des utilisateurs du transport en commun, et non 93 % comme elle l'anticipait d'entrée de jeu, qui verront une amélioration du service ou qui ne verront aucun changement. Les autres devront toujours marcher plus longtemps pour trouver un autobus ou effectuer un transfert de plus pour se rendre du point A au point B.

Deux circuits seront ajoutés. Le 83 reliera le chemin Colonnade, l'avenue Fisher et la promenade Viewmount au centre-ville. Le 132 reliera le boulevard Belcourt et les promenades Grey Nuns et Sunview aux stations Jeanne D'Arc et Place d'Orléans du Transitway.

Le circuit 5 continuera à desservir l'hôpital Montfort et ne connaîtra pas de réduction de service les soirs et les week-ends. Il abandonnera toutefois au circuit 18 la partie de son trajet entre le centre-ville et la station Billings Bridge. La liste complète des plus récentes modifications à la future carte des circuits d'OC Transpo est disponible sur le site web de la société de transport en commun, au www.octranspo.com.

La Ville d'Ottawa dit avoir reçu plus de 6500 commentaires de résidents et 16 pétitions à la suite du dévoilement de son « plan d'optimisation », le mois dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2011 | Le Droit

LA FCFA INSATISFAITE DU DÉBAT EN ANGLAIS

La Fédération des communautés francophones et acadienne estime que les échanges sur le dossier de l'immigration lors du débat en anglais ont laissé pour compte les francophones hors Québec. Pour sa présidente Marie-France Kenny, les chefs semblent ignorer que les immigrants comptent aujourd'hui pour 13% de la population de la francophonie minoritaire. « Le chef libéral a déclaré qu'au Québec, la formation linguistique offerte aux immigrants serait en français et (ailleurs), en anglais. Les immigrants francophones [...] veulent des services en français, », déplore la présidente de la FCFA. La FCFA aimerait que les chefs se prononcent sur une politique nationale en matière d'immigration francophone en milieu minoritaire.

Paul Gaboury, LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

Bertschi accuse Galipeau d'avoir échoué

pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com com

Le candidat libéral dans OttawaOrléans, David Bertschi, soutient que le gouvernement fédéral devrait accorder une aide financière au projet de Carrefour de santé familiale d'Orléans, un projet qu'il dit avoir été ignoré par le député sortant Royal Galipeau au cours des dernières années.

« Après plusieurs années, le Centre est prêt à passer à la prochaine étape, celle de la conception et de la construction. En réduisant la nécessité des familles et aînés d'Orléans de voyager pour des traitements mineurs, le centre aiderait à réduire les temps d'attente locaux », a indiqué le candidat Bertschi, qui avait convié les médias, hier, dans un champ sur le chemin Mer Bleue. Une immense pancarte y a été érigée pour indiquer la construction future de ce centre de soins de santé, un projet mis sur pied par la communauté d'Orléans avec des partenaires, dont l'hôpital Montfort.

La présidente du Comité de santé d'Orléans, Janice Johnson, était présente pour souligner qu'une participation fédérale aiderait à faire démarrer le projet. « Ce serait merveilleux, une aide financière du fédéral », a-t-elle lancé pour appuyer la déclaration de M. Bertschi.

En 2009, le premier ministre de l'Ontario Dalton McGuinty avait annoncé le projet en indiquant que son gouvernement aiderait Montfort à développer les plans grâce à une contribution de 1 million \$. Le Carrefour serait le premier du genre en Ontario, en offrant des services de santé primaires que l'on ne retrouve généralement que dans les hôpitaux. Le Carrefour abriterait également le Centre d'accès aux soins communautaires de Champlain.

En raison de la situation économique, le projet de 150 millions\$ tarde toutefois à se réaliser. Même s'il s'agit d'un projet qui devrait être financé en grande partie par la province, M. Bertschi soutient qu'une aide fédérale aiderait grandement. S'il était élu, il s'est engagé à travailler d'arrache-pied pour y parvenir, reprochant l'inaction du député sortant et candidat conservateur, Royal Galipeau.

« Depuis cinq ans et demi, M. Galipeau n'a pas réussi à aller chercher une cenne pour ce projet nécessaire pour les familles d'Orléans », a déploré le candidat libéral.

« M. Galipeau ne sait même pas ce qui se passe dans OttawaOrléans et il n'est même pas au courant de ce qui se passe dans son caucus », a ajouté le candidat libéral. « Au lieu de refuser de participer aux débats dans la communauté, il devrait être présent pour parler aux gens et savoir ce qui se passe ici. »

Joint hier soir, l'attaché de presse de M. Galipeau, Mike Patton, a indiqué que ce projet lui « tenait à coeur », sans préciser s'il comptait encourager le palier fédéral à financer le projet.

Pas de passeports

Par ailleurs, M. Bertschi a soutenu que le député Galipeau avait laissé tomber les gens d'Orléans, le plan de créer un bureau de Passeport Canada dans l'ancien hôtel de ville de Cumberland ayant été mis sur la glace, semble-t-il.

« Nous avons reçu la confirmation que le bureau de passeport promis à Orléans n'arrivera pas, a soutenu M. Bertschi. Ce projet aurait créé 35 emplois de la fonction publique à temps plein. Royal Galipeau est incapable de combler les besoins de cette communauté », a conclu Bertschi.

Il a été impossible d'en apprendre plus auprès de Passeport Canada, hier soir. De son côté, M. Patton soutient que les espaces du 255, Centrum ne convenaient pas à Passeport Canada et que d'autres espaces sont à l'étude.

Avec Philippe Orfali

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 avril 2011 | Le Droit

Un moratoire est exigé

MONTREAL — Une trentaine de chercheurs universitaires québécois se portent à la défense de la réforme de l'éducation et réclament un moratoire sur toutes les décisions prises pour lui nuire.

Se disant apolitiques, 29 chercheurs de 12 universités différentes ont signé le « Manifeste pour une école compétente », rendu public mercredi.

Le porte-parole du groupe et chercheur à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Luc Prud'homme, explique qu'il faut mettre fin aux changements « à la pièce » apportés à la réforme adoptée en 2001.

Depuis cinq ans, affirme-t-il, tout ce qui est dit sur le projet éducatif est négatif et témoigne d'un sentiment de nostalgie. Or, selon M. Prud'homme et ses collègues, la réforme propose plusieurs remèdes pertinents et appuyés par de nombreuses recherches — aux trois maux les plus importants dans le système : les difficultés d'apprentissage, la motivation scolaire et le décrochage.

Le document, disponible sur Internet, fait deux recommandations principales pour freiner ce retour en arrière.

Il suggère d'abord de repérer, depuis le début de la réforme, les bons et les moins bons coups afin de diriger les efforts pour préserver le projet d'éducation québécois adopté après les États généraux des années 1990.

Il propose également la mise sur pied d'une agence indépendante chargée de piloter les changements décidés à l'échelle politique.

Selon M. Prud'homme, trop de décisions sont prises au gré des changements de ministres.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.